

Trois échecs de la politique de pression

Qu'elles le veuillent ou non, les directions syndicales seront amenées à un constat d'échec. Le bilan de la rentrée reste négatif, et c'est toute une politique, profondément erronée, qui est en cause. Du 9 au 15, les protestations ont fusé de toutes parts contre les ordonnances de la Sécurité sociale ; des délégations se sont rendues à l'Assemblée nationale et des pétitions ont été signées. Mais l'action de cette semaine, qui visait à faire pression sur la F.G.D.S., n'a rien rapporté ; Mitterrand a tout de même fait de l'œil aux centristes, lesquels se sont montrés disciplinés à l'égard de la majorité U.N.R. Ainsi, comme on pouvait s'y attendre, la « pression » exercée sur les parlementaires n'a pas empêché que soit repoussée la motion de censure.

Il est vrai qu'en province les mouvements de protestation ont pris une certaine ampleur, notamment à Saint-Nazaire, à Nantes, Nice, Lyon, au Mans. Dans cette ville, où 8 000 salariés ont manifesté, les CRS, sur l'ordre du préfet, ont chargé les manifestants. Ne fermons pas la parenthèse sans citer la manifestation du 26, au Mans toujours, où les CRS se sont encore distingués par l'usage efficace des grenades lacrymogènes et par leur violence contre tous les rassemblements qui ont eu lieu pendant cette journée (1). On peut sans doute s'interroger sur les raisons de ce comportement de la police : est-ce que par hasard les autorités de la ville du Mans craignent que l'exemple des paysans puisse inspirer les travailleurs d'usine ? Cela n'est pas impossible.

Mais revenons à la tactique des luttes ; après que la motion de censure fut repoussée, rien n'a été changé, et c'est encore une « pression » que devait organiser la C.G.T. à l'occasion des débats sur les différents chapitres du budget. Ainsi, les postiers ont-ils débrayé lorsque le budget des P. et T. fut à l'ordre du jour ; les professeurs et le personnel des lycées et collèges d'une part et ensuite le personnel du CNRS ont manifesté au moment où se discutaient les budgets de l'Education nationale et de la Recherche scientifique. Mais cette tactique n'a pas empêché, comme on pouvait s'y attendre, que soient votés les divers chapitres du budget 1968.

Un autre coup dur attendait nos fins stratèges : après avoir fait bien inutilement « pression » sur les députés, ils ont poussé un cri de joie lorsque la direction du C.N.P.F. a fixé les dates aux-

quelles elle entendrait les représentants des syndicats. Mais cette « victoire » fut vite ternie par le fait que c'est séparément que les patrons ont entendu recevoir les dirigeants syndicaux, alors que la C.F.D.T. et la C.G.T. demandaient que tous les représentants ouvriers soient reçus en même temps. Donc, chacune à leur tour, les délégations syndicales franchirent le seuil de la rue Pierre-I^{er}-de-Serbie ; et là, la politique de négociation a été mise à mal. Huvelin, pour le patronat, refusait de discuter en dehors des cadres fixés par Pompidou, c'est-à-dire des questions de l'emploi ; et en quels termes ! Pas question de discuter de la durée du temps de travail, mais de l'association des représentants du patronat et des syndicats dans des comités chargés d'examiner les problèmes de reclassement des travailleurs mis au chômage. Autrement dit, associer les représentants ouvriers dans la responsabilité d'une politique de l'emploi qui nous vaut aujourd'hui un volant de plus de 400 000 chômeurs. Pour le reste, Huvelin renvoyait les représentants de la C.G.T. aux fédérations d'industrie et au gouvernement. C'est avec une certaine amertume que la C.G.T. enregistrerait cette mauvaise volonté patronale et constatait le petit jeu de passe triangulaire entre fédérations patronales d'industries, direction du C.N.P.F., gouvernement. De « véritables négociations », il ne peut y en avoir puisque chaque interlocuteur pris séparément renvoie à la porte d'à côté.

Notons en passant que ce constat devrait avoir une implication : si chaque négociation partielle ne peut aboutir à rien, c'est une négociation globale qu'il faut envisager, et cela n'est possible qu'à partir d'une modification sensible du rapport des forces, non seulement à l'Assemblée, mais aussi et surtout dans la rue. Il ne fait aucun doute que, si les directions syndicales persistaient dans leur refus d'aborder la tactique des luttes sous cet angle, si elles n'envisageaient pas rapidement d'organiser de grandes mobilisations sur des mots d'ordre clairs et généralisables, elles en arriveraient à se déconsidérer pour longtemps. Ne citons qu'un petit cas qui pourrait être un indice : au cours de la préparation de la journée du 21 octobre de solidarité avec le Vietnam, il nous a été répondu à plusieurs reprises : « Vous feriez mieux de vous occuper de la Sécurité sociale ! »

Il pourrait sans doute se trouver quelques fous gauchistes capables de se

réjouir à la perspective d'une désaffection des travailleurs à l'égard des syndicats. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas des situations de ce genre qui sont favorables à une forme d'organisation supérieure des travailleurs. Au contraire, les bureaucrates ont alors la partie belle ; le découragement est leur milieu nourricier, et tant qu'il n'y a pas de luttes susceptibles de les menacer de débordement, ils peuvent très paisiblement vaquer à leurs négociations.

Aujourd'hui, on commente à loisir l'inaction et, selon une tradition bien établie, chaque syndicat renvoie à son voisin la responsabilité de l'immobilisme. Toutefois, une heureuse surprise : les manifestations de Mulhouse et du Mans ont pris une ampleur significative de la combativité ouvrière. A tous les niveaux, dans cette période où les directions hésitent à organiser des luttes, tous les militants ont les yeux fixés sur ces points chauds qui pourraient être l'annonce d'un nouveau départ.

De quels moyens disposons-nous donc pour redresser une telle situation ? Il faut évidemment se tenir prêt à mobiliser la base, soit pour les revendications, soit par solidarité avec des grévistes qui mèneraient un combat dur et long.

Une tâche essentielle peut être aussi de réaliser le front syndical commun proposé par le 36^e Congrès de la C.G.T. en commençant au niveau de l'entreprise, par un accord d'unité d'action sur un programme revendicatif qui aurait l'approbation des salariés. Même de telles initiatives auront un caractère limité dans la mesure où font défaut les perspectives politiques de préparation au renversement du pouvoir gaulliste, mais c'est l'unique chemin, celui qui passe par la consolidation du moral de la classe, par la sélection dans la lutte de nouveaux cadres non soumis mécaniquement aux appareils. L'idée centrale, pour tous les militants de toutes centrales qui déplorent la veulerie et la tartufferie de leurs directions, c'est de se joindre pour déjouer leur système de frères ennemis, et pour, conjointement, les déborder.

Antoine VALLON

(1) Le Monde du 28 octobre et l'Humanité du 27 rapportent le même fait, à savoir que les CRS tentèrent de disperser les manifestants en fonçant sur eux avec leurs voitures blindées.

un problème de direction

peulets soit fixé compte tenu des frais de transport occasionnés pour amener les céréales sur les lieux d'élevage et pour amener la production sur les points de vente. Etait exigée également une révision du rapport entre prix des céréales et prix de la production animale.

Mais les paysans s'attaquaient à une grosse affaire, car pour être satisfaites, leurs revendications impliquaient ou bien que l'Etat, par des subventions, prenne à sa charge le manque à gagner des petits producteurs, ou bien qu'il fasse en sorte que soient révisés les accords de Bruxelles pour obtenir le remboursement des subventions aux producteurs de volaille et de porcs, ou bien encore qu'il fasse pression sur les céréaliers, gros producteurs ayant des exploitations à peu près industrialisées, qui avaient obtenu de maintenir leurs prix à un niveau plus élevé que celui des

cours pratiqués ordinairement à l'étranger.

Autre revendication : les paysans se montrent de moins en moins hostiles aux regroupements et au système des coopératives. Mais ici se pose un nouveau problème : celui des fonds nécessaires pour effectuer ces regroupements et équiper des coopératives. Or, en s'attaquant à ce problème, les petits exploitants s'en prenaient à toute une politique qui vise à remembrer les terres sous le contrôle soit de grandes sociétés commerciales soit de trusts de l'industrie chimique (engrais). Jusqu'à maintenant, rien n'a été fait pour satisfaire cette revendication des petits exploitants ; au contraire, le gouvernement a créé les SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) chargées de récupérer les terres rendues libres par le départ des paysans.

Perspectives

C'est un combat défensif qu'ont entrepris les petits paysans et exploitants et, face d'une part à un Etat armé jusqu'aux dents, engagé par des accords avec ses partenaires européens, et d'autre part à de véritables trusts de l'agriculture et de l'alimentation, leurs chances sont faibles de remporter une victoire quelconque. La direction de la FNSEA, assez d'accord avec la politique agricole du gouvernement, avait endormi les petits paysans en leur promettant les merveilles du Marché commun, et avait oublié la défense de leurs intérêts. Aujourd'hui, cette direction court le risque d'un débordement par certaines de ses fédérations, le Comité de Guéret et le très démagogique et influent MODEP. C'est avec beaucoup de précipitation que la direction de la FNSEA a lancé la consigne des manifestations pour le 2 octobre : les autres organisa-

tions préparaient une journée pour le 12. C'est avec beaucoup d'hostilité que cette direction a accueilli le soutien apporté par des représentants de la gauche et avec beaucoup d'énergie qu'elle s'est opposée à une politisation du mouvement.

Les manifestations du 2 octobre pourraient bien être le prélude à une coupure entre deux couches de la paysannerie : d'une part celle des gros et moyens exploitants qui attendent la faillite des petits, et d'autre part celle des petits paysans et exploitants qui manifestement se radicalisent et devront chercher des alliés à gauche et dans le mouvement ouvrier, auquel ils auront appris que pour obtenir ne serait-ce qu'une négociation il faut aller jusqu'à mettre le feu à la conciergerie de la préfecture de Quimper.

J. BONHOMME

LA GAUCHE ATLANTIQUE

Il a suffi d'un sondage de l'I.F.O.P. « révélant » que 12 % seulement des Français étaient partisans de la sortie du Pacte atlantique (1) pour que l'on assiste à un bien joli ajustement de la célèbre « gauche non communiste ». Le Nouvel Observateur en a été le lien, et a tourné, héliotrope du soleil Mitterrand, interviewé justement cette semaine-là. Jusqu'ici la Fédération n'avait pas trouvé la formule. Mitterrand l'a découverte, et tous se gargarisent de sa puissante évidence. Le problème est « l'horreur du vide » (principe, comme l'on sait, dont la valeur en physique assure celle en politique). La solution, c'est qu'on ne peut quitter l'Alliance atlantique tant qu'il n'y a pas d'Europe intégrée. Demain, nos héros raseront gratis (Mitterrand ne rend-il pas hommage au « Che » dans la même interview !), ils sortiront de l'Alliance atlantique... dès qu'ils auront constitué une solide autorité politico-militaire avec... les atlantistes acharnés du centre-gauche italien, de l'Allemagne démo-chrétienne et social-anticommuniste, plus l'Angleterre de M. Wilson qui conchie les décisions du congrès de son parti pour continuer à soutenir son bon ami Johnson. Comme nous voilà rassurés !

Et contre qui, cette alliance ? Car une alliance militaire est contre quelqu'un. Contre l'U.R.S.S. sans doute ? Le même sondage d'opinion publique montre — et cette fois-ci ce n'est pas truqué — que l'opinion sait qu'il n'y a pas de menace russe (2 % pour y croire). Alors où est l'ennemi ? La Chine ? 42 % des interrogés répondent « oui ». Qu'est-ce que cela signifie ? Simplement que l'opinion renvoie l'opinion dont la nourrit la presse. Quand, sur un tel sujet, gauche et droite se conjuguent pour ranimer le spectre du « péril jaune », comment l'opinion résisterait-elle ? Mais cette opinion qu'ils ont contribué à fabriquer, ces messieurs de la gauche respectueuse en font ensuite un argument pour s'enfoncer dans leur ordure. Ils sont démocrates, que diable ! Ils respectent l'opinion, ils la subissent. Ce ne sont pas de ces sortes de dirigeants qui croient devoir éclairer les masses et défendre au besoin ce qu'ils croient juste à contre-courant. Les poissons de l'espèce Mitterrand nagent toujours dans le sens du courant.

Pendant ce temps, le P.C.F. fait la sourde oreille. On fera un programme commun tout de même. On mettra entre parenthèses cette bricole atlantique. Ces naufrageurs du mouvement ouvrier sont incapables de rien apprendre. Pourtant, il n'est pas trop tard pour préparer la lutte contre la reconduction de l'Alliance atlantique, surtout si l'on veut éviter que de Gaulle ne soit encore le meneur de jeu, choisissant soit de sortir — et de redorer encore ainsi son blason — soit d'y rester et d'être maître ainsi, selon ses besoins, de s'en servir ou d'y souffler en attendant le froid et le chaud.

Le combat pour ou contre la sortie du Pacte atlantique sera un des points cruciaux de l'année politique 1968, un point qui coïncidera avec la lutte contre la guerre au Vietnam, un point frontière où il n'y a pas de compromis possible ; aucune échappatoire ne pourra cacher cette vérité simple : qui n'est pas pour la rupture de l'Alliance atlantique est un allié de l'impérialisme bourreau des peuples, un ennemi de la classe ouvrière ou un traître à la classe ouvrière avec lequel aucun accord d'aucune sorte, sur aucun point n'est possible et qui devra être traité comme tel. Que les combats se le tiennent pour dit.

Michel LEQUENNE

(1) Comment est faite cette enquête ? 44 pour cent des électeurs communistes consultés sont pour le maintien dans le Pacte atlantique, et 30 % contre. C'est évidemment faux et absurde. Par ailleurs, l'I.F.O.P. n'a pas tenu compte de la pondération réelle des préférences politiques, puisque les électeurs communistes constituent plus de 25 % du corps électoral et que la moyenne de la ventilation par préférences politiques donnerait déjà plus de 15 % pour le retrait en partant même du chiffre faux des choix supposés donnés par les électeurs communistes. Ce simple calcul suffit à prouver que le sondage de l'I.F.O.P. n'a aucune valeur.

NOTRE NOUVELLE PERMANENCE
OUVRIRA AU DEBUT DECEMBRE
EN ATTENDANT
ADRESSER LE COURRIER
64, rue de Richelieu, PARIS (2^e)

Bulletin d'abonnement

Nom

Adresse

Tarifs : ● 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

Retourner ce bulletin à :

Quatrième Internationale

64, rue de Richelieu, PARIS (2^e)

C.C.P. : BOUYER 15.285-16 PARIS

OCTOBRE
TOUS AU MEETING
VENDREDI 10 NOVEMBRE
A LA MUTUALITE

Le directeur de la publication : P. FRANK.
Imp. « E.P. », 232, r. de Garenton, Paris-12^e